

61e séance du 19 septembre 1949 à 9 h.

Présidence: M.Nobs  
 Absent: -  
 Secrétaires: MM. Leimgruber et Oser  
 Clôture: 12h.40  
 Procès-verbal:

Dévaluation de la livre.

M. Petitpierre: Grande-Bretagne dévalue la livre. Série d'Etats suivent le mouvement. Perdons 80 mios. fr. s. sur notre crédit à Grande-Bretagne. Conséquence économique sera envahissement par marchandises des pays ayant dévalué. Comvoquer délég. écon. et fin. Faire une déclaration à la presse?

M. Nobs: Le taux de la dévaluation surprend les milieux compétents. Distribue tableaux des échanges commerciaux avec pays intéressés et le commente. Si le bloc sterling dévalue seul, 10% de nos échanges sont touchés. Si d'autres pays suivent, y compris France et Italie 49%. LA BN dit que la livre était trop élevée et qu'une dévaluation est nécessaire et utile au commerce mondial. BN pense que CF doit publier communiqué. Dire simplement que dévaluation est mesure nécessaire qui régularisera situation. Avons 320 mios créances sur Angleterre. Pas de garantie de change pour partie importante. Perdons ainsi 80 à 90 mios. Perspectives pour marché suisse encore incertaines. Ne savons pas encore ampleur du redressement en Angleterre. Inopportun de parler d'une dévaluation suisse comme le préconisent certains milieux hôteliers. Belgique espère de pas dévaluer. Si G.B. assainit sa situation, touristes anglais deviendront peut-être plus nombreux. Donc attendre la suite des événements. Ne pas faire de déclaration; serait sans grand effet. Mais d'accord de faire une déclaration dans le sens proposé par BN: dévaluation est un fait nécessaire, pour G.B., qui aura de bons effets.

M. Petitpierre: G.B. aimerait savoir si dévaluation sera aussi décidée par la Suisse et, si oui, à quel taux.

M. Rubattel: Pour l'instant ne rien décider. Savoir ce qui se passe à l'étranger. Ne pas dire que la mesure sera propre à assainir situation. On n'en sait rien. S'attendre à d'assez fortes importations anglaises. De petits fléchissements de nos exportations peuvent avoir des conséquences assez lourdes. N'aurons pas beaucoup de touristes anglais cet hiver. Devrons peut-être prendre des mesures d'ordre interne (restrictions d'importations) Efficacité de la dévaluation britannique dépend de la réaction britannique (hausse des salaires, etc.) Ne rien faire pour le moment. Mais réunir délégation économique et financière. Il faut un communiqué pour empêcher la presse de divaguer. Dire simplement: La mesure ne nous a pas surpris. Suivons les événements.

M. Etter: Situation très différente de 1936. Pour l'instant, attendre. La presse attend des déclarations. Communiqué peut avoir de grands effets, en Suisse et à l'étranger.

M. Celio: Très préoccupé des conséquences pour tourisme et transports. Au début, conséquences néfastes. Délégation écon. et fin. doit présenter rapport aussi complet que possible sur maintien ou dévaluation éventuelle du fr. suisse. Du p.d.v. purement économique, aurions avantage à dévaluer.

M. de Steiger: Je me suis fait rappeler par un collaborateur de Keller et Rossy (Schwegler) les conditions d'adoption des AF en faveur de Genève, Neuchâtel, etc. Avons parlé de la liberté d'action qui serait nécessaire pour interventions futures. En 1936, avons dévalué à cause de l'industrie horlogère et de l'hôtellerie seulement, et pas pour des raisons monétaires. Rédiger un communiqué en termes brefs, pour préparer public aux conséquences.



M. Kobelt: DMF a fait de grosses commandes à G.B., en partie pas payées. Fera peut-être ainsi des économies.- Ne rien décider pour le moment. Préparer le public aux conséquences possibles.

M. de Steiger: L'initiative no 2 prévoit suppression contrôle des prix. Montrer au public les avantages du régime.

M. Rubattel: Evénements confirment bien-fondé de notre politique d'après-guerre. J'ai déjà songé aux mesures à prendre en cas de dévaluation.

M. Petitpierre: Savoir que répondre au gouvernement britannique. Dire, dans le communiqué: auj. le CF ne voit pas de motifs de dévaluer. Sinon, liquidation d'oblig. et achats d'or.

M. Rubattel: Charger Zehnder, Hotz et Iklé de rédiger projet de communiqué.

M. Petitpierre: Prendre contact avec gouvernement britannique avant de le mettre en cause dans communiqué.

-----  
Question Vincent. (Cueillette de signatures).

M. Nobs: Ne pas mentionner à la fin, le fait que les collecteurs peuvent être des gens payés. Dire qu'il devrait s'agir d'hommes au courant de la question, moralement sûrs.

M. de Steiger: Ne rien décider aujourd'hui. Etablir le lien qu'il y a avec la question de la protection du referendum, question pour laquelle j'ai reçu un avis du ministère public.

-----  
Délimitation de régions de montagne.

M. Etter: Ajourner la décision. Devons examiner l'affaire du point de vue des suppléments pour l'école primaire.

-----  
Tuberculose bovine.

M. Etter: L'article 6 a l'air de dire que le lait des exploitations indemnes sera moins payé que l'autre. Où le CF puisera-t-il sa compétence pour exercer une influence sur les prix?

M. Rubattel: Nous examinerons la question.

-----  
Dévaluation.

M. Petitpierre: soumet projet de communiqué rédigé par Iklé, Hotz et Zehnder. Approuvé.

-----  
Juristisch.

M. Petitpierre: Cet ancien ministre yougoslave vit dans la misère à Lausanne. Reçoit 500 fr. par mois du dépt. politique. Demande supplément. invoquant le fait que Suède et Turquie aident davantage collègues dans le même cas que lui. Le CF est-il d'accord de faire quelque chose de plus pour cet homme?

M. de Steiger: Les deux départements vont examiner cette affaire.

-----  
Anniversaire Général Ghisan. V. le procès-verbal.

-----  
Motion Wick. sur l'aide aux anormaux.

M. Etter: Accepter la motion, qui est conçue en termes larges.

-----  
Réponses-à-des-motions.

Motion Leupin. Mise au point du texte présenté par M. de Steiger.

-----  
Roi Humbert.

M. de Steiger: On demande si roi Humbert pourrait venir en Suisse (rencontre avec sa mère). Rester conséquents et interdire accès. Humbert a d'autres possibilités.

M. Petitpierre: Désagréable de prendre des mesures discriminatoires 5 ans après la guerre. Laisser les dépt. régler la question.

M. Etter: Je ne vois pas d'objections. Traiter immédiatement.

Schweizerische Alpwirtschaft.

V. le procès-verbal.

-----  
Régime financier transitoire.

M. Nobs fait rapport sur les décisions commission CE. On peut être content des décisions prises sauf en ce qui concerne le délai.

M. Etter: Pas certain que la fixation d'un délai trop court, avec renouvellement nécessaire, soit judicieuse.

M. Nobs: Dans la plupart des cantons, le referendum existe contre les taux fiscaux. D'ailleurs il faut ici et là des lois fiscales. Il faut aussi que les nouvelles recettes soient disponibles.

M. de Steiger: Je pense que les membres du CF qui ont défendu la solution constitutionnelle peuvent rester fidèles à leur conception malgré l'art. 89bis et la procédure qui fait loi.

-----  
Décisions prises sur la base de propositions écrites.

Politisches: Prov. Kommission für Schulung und kulturellen Austausch.

Bundeskanzlei: Kleine Anfrage Vincent (Austeilung der Botschaften).

Politisches: Geschäftsbericht Gesandtschaft Nanking.  
 Kleine Anfrage W. Schmid.

Finanz und Zoll: Voranschlag 1950.

M. Nobs: Les Chambres et les commissions insistent pour réduction plus forte des dépenses pour le personnel. Nécessaire que les chefs de département interviennent eux-mêmes. Question du DMF reste réservée.

M. Etter: Je ne vois pas comment une division pourrait réduire les prestations fixées légalement.

M. Rubattel: N'arriverons pas à réduire le personnel sans un organe ayant un pouvoir dictatorial. Pourquoi les départements ne sont-ils pas consultés sur les budgets remis au département des finances par leurs divisions?

M. Etter: A l'Intérieur, cela se fait.

M. Petitpierre: Pas chez moi. Prendre des dispositions à temps à cause de la paix administrative.

M. Kobelt: J'ai discuté tous les articles avec mes services. Il y a eu des réductions successives. Si devons prendre des mesures urgentes, obligés de dépenser certaine somme. Au CF et aux Chambres de décider. Reviser la formule de notre armée?

M. Nobs: Devons réduire nos chiffres, sinon le peuple sera mécontent et se montrera encore plus opposé à nos projets.

-----